

SOMMAIRE ET ÉDITO

• Vers un cap rétrogradep. 2-3

DOSSIER

- Une immigration bénéfiquep. 4-5
- Quel accueil pour les demandeurs d'asile.....p. 6



• La Réunion sur le point de craquer ?.....p. 7



• Sale temps pour les réfugiés climatiquesp. 8-9

• L'Europe aux frontières du réelp. 10-11



• Les droits sociaux des étrangers en dangerp.12

• Pour un combat tout feu, tout femmep.13

• L'emploi des migrants, un travail urgentp.14-15



• Les inégalités sociales sur les bancs de l'écolep.16

Familles Laïques

Revue trimestrielle éditée par le CNAFAL
(Conseil national des associations familiales laïques)
• 19, rue Robert-Schumann 94270 Le Kremlin-Bicêtre
Tél. : 09 71 16 59 05 • e-mail : cnafal@cnafal.net
• **Directeur de la publication et président du CNAFAL** : Julien Léonard •
• **Chef d'édition** : Jérôme Comin • **Secrétaire de rédaction** : Jeannine Jouanin •
• **Gérante** : Marie Ciszewski • **Réalisation** : Olivier Baraud •
Impression : EDICOLOR PRINT SAS • Dép. légal Presse Commission.
Commission paritaire n° 0925G87077. ISSN 0755-4265.

Bulletin d'abonnement

À retourner au CNAFAL
19, rue Robert-Schumann - 94270 Le Kremlin-Bicêtre
ou à déposer au CDAFAL de mon département.

Nom – prénom :
Adresse :

- ☐ Je désire recevoir 4 exemplaires de Familles laïques pour le prix de 10,00 € à partir du n° :
- ☐ Je règle par chèque (postal ou bancaire) ci-joint, à l'ordre du CNAFAL.

ÉDITO

Vers un cap rétrograde

LE DISCOURS DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU NOUVEAU PREMIER MINISTRE, MICHEL BARNIER, A DONNÉ UN APERÇU SUR LA POLITIQUE QU'IL COMPTE MENER EN FRANCE. ET LES PERSPECTIVES NE SONT GUÈRE RÉJOUISSANTES, QUE CE SOIT AU NIVEAU SOCIAL, SOCIÉTAL ET ÉCONOMIQUE.



Julien Léonard
Président

Le discours de politique générale de Michel Barnier a confirmé ce que nous redoutions : le gouvernement persiste dans une politique d'austérité, coupée des réalités sociales, économiques et environnementales de notre pays. À l'heure où les inégalités explosent, où la précarité grandit et où la crise écologique menace notre avenir, la réponse du Premier ministre s'enferme dans un dogme budgétaire inefficace et destructeur. Malgré quelques annonces concernant une taxation exceptionnelle des plus riches et des grandes entreprises, la priorité reste la réduction des dépenses publiques. Cette approche, loin d'apporter une solution durable, ne fait qu'aggraver la situation. Nous le savons : les dépenses publiques jouent un rôle fondamental pour assurer la justice sociale et garantir l'accès aux services publics essentiels, notamment pour les familles les plus vulnérables. Or, cette « justice fiscale » tant annoncée par le gouvernement s'avère finalement de faible ampleur, loin d'une vraie redistribution des richesses. Il existe pourtant des solutions pour financer des politiques publiques ambitieuses : une fiscalité plus progressive, qui taxe équitablement les revenus du capital et les superprofits, tout en prenant en compte l'empreinte carbone des activités polluantes. Ces mesures permettraient de financer un service public plus juste et mieux équipé pour répondre aux besoins des citoyens.

Des salaires en berne, un silence sur les services publics. Du côté des salaires, Michel Barnier n'a, là encore, pas répondu aux attentes. La timide anticipation de la revalorisation du smic n'est qu'un pansement sur une plaie ouverte. Pour les agents de la fonction publique, le silence sur la revalorisation de la valeur du point d'indice est assourdissant. Or, ces femmes et ces hommes sont les piliers de nos services publics. Comment ignorer l'état des dits services aujourd'hui : un nouvel élan pour les services publics ne pourra se faire qu'en investissant d'abord massivement sur les hommes et les femmes qui les soutiennent et en ouvrant davantage de postes dans les hôpitaux, dans les écoles, dans les crèches. Pire encore, la proposition de recourir à des enseignants retraités pour pallier

le manque de personnel est à la fois irresponsable et déconnectée des réalités du terrain. Ce sont des idées rétrogrades qui ne répondent en rien aux besoins de l'école publique d'aujourd'hui. Depuis des années, de par des conditions de travail qui se dégradent dans les classes, l'inclusion systématique, le manque de moyens et la fermeture d'établissements spécialisés, l'école peine à recruter de jeunes enseignants : il serait bien surprenant que des retraités souhaitent revenir dans ces conditions.

Des réformes sociales insuffisantes et des idées réactionnaires préoccupantes. La réforme des retraites, qui a suscité une opposition massive, n'aura droit qu'à des corrections marginales. Pourtant, la mobilisation sociale, soutenue par une écrasante majorité de la population, exigeait l'abrogation de cette loi inique qui reporte injustement l'âge de départ à la retraite. Par ailleurs, nous ne pouvons que nous alarmer des expressions réactionnaires qui se multiplient, comme l'évocation de « l'excuse de minorité » pour les mineurs justiciables. Cette rhétorique sécuritaire contribue à stigmatiser une jeunesse qui mérite, au contraire, d'être accompagnée avec bienveillance (et parfois fermeté, certes) dans son éducation, mais toujours dans une logique d'accompagnement. Enfin, si le Premier ministre a pris ses distances avec les déclarations inquiétantes de son ministre de l'Intérieur sur l'immigration, la vigilance s'impose notamment concernant les droits fondamentaux. Le CNAFAL continuera à défendre les avancées sociétales majeures telles que le droit à l'IVG, le mariage pour tous et la PMA. Une vision inquiétante de l'enfance et de la famille. Le CNAFAL s'interroge également sur la vision du gouvernement concernant les questions de la famille et de l'enfance. Le changement de dénomination en « Ministère de la Famille et de la Petite enfance » est un signal inquiétant. Il marque un retour en arrière par rapport à la reconnaissance des familles plurielles et de toutes les diversités familiales qui existent dans notre société. Le CNAFAL se bat pour la reconnaissance de toutes les familles, quelles qu'elles soient, car elles sont le socle de notre démocratie et de notre cohésion sociale. De plus, la focalisation sur la « petite enfance » au détriment des autres âges de l'enfance questionne. Pourquoi cette primauté donnée aux



La nouvelle politique du gouvernement nourrit l'inquiétude et le doute en France.

premières années de vie, alors que l'ensemble du parcours de l'enfant, de l'adolescence à la jeunesse, mérite un accompagnement adapté ? En segmentant ainsi les âges de la vie, le gouvernement ignore que la protection de l'enfance doit être globale et continue, prenant en compte chaque étape de développement.

Un avenir à construire autrement. Face à ces constats, il est clair que le CNAFAL poursuivra son engagement pour une société plus juste, plus solidaire et plus respectueuse des familles dans toute leur diversité. Nous serons aux côtés de celles et ceux qui se battent pour une justice sociale réelle, pour un service public fort et pour un avenir où l'austérité ne sera plus la norme. Le discours de Michel Barnier n'apporte pas les réponses dont notre pays a besoin. Il est de notre devoir, en tant qu'association laïque et citoyenne, de poursuivre la mobilisation pour rappeler que la société que nous voulons construire doit être fondée sur la solidarité, l'égalité, la fraternité et la justice sociale. ■